



Maître d'Ouvrage :
SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHÉ
Hôtel de Ville
Place Jean Burger
HAGONDANGE
57300

**Travaux de fin du dévoiement du
réseau d'assainissement le long de la
RN52 à Marange-Silvange**

Règlement de Consultation (R.C)

Maître d'Oeuvre :

Siège social :

191, rue Emmanuel Didelot

54 113 MONT LE VIGNOBLE

Tél. +33 (0)3 83 62 56 35

Mail : contact@mp2i-conseil.fr

Adresse des bureaux :

57, place square Herzog - ZAC Ban la Dame

Parc Eiffel Energie - 54390 Frouard

Tél. +33 (0)3 83 27 63 72



Affaire 2017-026

SOMMAIRE

1. POUVOIR ADJUDICATEUR, OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :	3
1.2. Consultation	3
1.3. Décomposition en tranche et en lot	3
1.4. Description du marché de travaux	3
1.4.1. Type de marché de travaux	3
1.4.2. Objet du marché	3
1.4.3. Nomenclature communautaire pertinente (CPA / NACE / CPC...)	3
1.5. Consistance des travaux	3
1.6. Variantes	4
1.7. Délai d'exécution	4
1.8. Conditions financières et juridiques relatives au marché	4
1.8.1. Modalités essentielles de financement et de paiement	4
1.8.2. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs	4
2. MODALITES PRATIQUES DE LA CONSULTATION	5
2.1. Contenu du dossier de consultation	5
2.1.1. DOSSIER CONTRACTUEL :	5
2.1.2. PIECES NON CONTRACTUELLES PROPRES A FACILITER L'INTELLIGENCE DU DOSSIER PAR LES CONCURRENTS, REMISES A TITRE INDICATIF :	5
2.2. Modalité de retrait du dossier de consultation	5
2.3. Informations complémentaires	6
2.4. Modifications apportées au DCE	6
2.5. Modalités de remise des offres	6
2.5.1. Transmission papier	6
2.5.2. Transmission électronique	6
2.6. Langue devant être utilisée	7
2.7. Date limite de réception des offres :	7
2.8. Délai de validité	7
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
3.1. Statut juridique (renseignements tels que prévus aux articles 48 et 49 du décret du 25 mars 2016) :	7
3.2. Capacité économique et financière :	8
3.3. Capacité technique – références requises :	8
3.4. Recours à la sous-traitance	8

3.5.	Modalité de vérification des conditions de participation	8
4.	CHOIX DE L'OFFRE	9
4.1.	Contenu de l'offre	9
4.2.	Critères de jugement des offres :	9
4.2.1.	Notation du dossier technique (60 points)	9
4.2.2.	Notation du critère prix (40 points)	10
4.3.	Vérification des offres	10
4.4.	Audition	10
4.5.	Négociation	10

1. POUVOIR ADJUDICATEUR, OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :

SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHÉ

Hôtel de Ville

Place Jean Burger

HAGONDANGE

57300

Téléphone et Fax: 03 87 71 50 10 - 03 87 72 18 36

1.2. Consultation

La procédure retenue par le Maître d'Ouvrage est la consultation sous forme de procédure adaptée, en application de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et des articles 27 et 34 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics. Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

1.3. Décomposition en tranche et en lot

Il n'y a pas de décomposition en tranche et en lot.

1.4. Description du marché de travaux

1.4.1. Type de marché de travaux

Le marché objet de la présente consultation est un marché d'exécution passé en procédure adaptée (article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

1.4.2. Objet du marché

Le marché concerne des travaux de dévoiement du réseau d'assainissement du SMAB à Marange-Silvange, dans le cadre des travaux d'aménagement de la VR52 par la DREAL.

Ces derniers consistent en la mise en place d'un réseau d'assainissement et d'une conduite de refoulement entre la rue de la Justice et la ZAC de Jailly, à travers champs, puis d'un tronçon des eaux pluviales en prévision d'un fossé qui sera réalisé par la DREAL.

1.4.3. Nomenclature communautaire pertinente (CPA / NACE / CPC...)

Cf. avis de marché.

1.5. Consistance des travaux

Les travaux comprendront notamment :

- ⇒ La création d'un réseau unitaire en béton DN500 mm à raccorder sur le fonçage en attente en traversée de la RN52 à l'aval et sur le réseau en attente en amont ;
- ⇒ La pose et les raccordements d'une conduite de refoulement en PEHD PN16 DN300 mm à faire passer à l'intérieur du fonçage en gaine acier DN400 mm en attente en traversée de la RN52 ;
- ⇒ La pose d'un tronçon des eaux pluviales en béton DN800mm à raccorder au réseau des eaux pluviales existant avec une obturation provisoire, en prévision du fossé réalisé par la DREAL ;
- ⇒ Les contrôles et essais de l'entreprise ;
- ⇒ La démolition / remise en état des espaces verts et des fossés ;
- ⇒ L'abandon des conduites existantes qui ne seront plus en service ;
- ⇒ La remise en état du terrain ;
- ⇒ Toutes les précautions et sujétions liées aux travaux de tranchée couverte en cours...

Les entreprises devront prendre connaissance du terrain et de l'ensemble des contraintes pouvant exister.

Cf. programme des travaux.

1.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.7. Délai d'exécution

Il est prévu de démarrer les travaux courant de l'automne 2017 (octobre-novembre).

Ils devraient se terminer avant fin 2017.

Les délais de travaux seront fixés dans l'Acte d'Engagement.

1.8. Conditions financières et juridiques relatives au marché

1.8.1. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Subventions et ressources propres.
- Le titulaire bénéficiera des dispositions de l'article 127 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics. Les prestations feront l'objet d'acomptes en application de l'article 114.

1.8.2. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être obligatoirement solidaire des membres du groupement.

En cas d'attribution du présent marché à un groupement momentané d'entreprises, le soumissionnaire, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation des marchés.

Sous-traitance :

Il est rappelé que la réglementation oblige l'Entrepreneur principal qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son marché à obtenir du pouvoir adjudicateur, avant le commencement d'exécution des travaux sous-traités, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, selon la procédure prévue à l'Article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics. A cet effet, les déclarations de sous-traitance seront annexées à l'acte d'engagement.

2.MODALITES PRATIQUES DE LA CONSULTATION

2.1.Contenu du dossier de consultation

2.1.1. DOSSIER CONTRACTUEL :

1. ACTE D'ENGAGEMENT et ANNEXE(S)
2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
4. BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
5. DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF
6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)
7. REGLEMENT INTERIEUR DU CISSCT DE L'OPERATION

2.1.2. PIECES NON CONTRACTUELLES PROPRES A FACILITER L'INTELLIGENCE DU DOSSIER PAR LES CONCURRENTS, REMISES A TITRE INDICATIF :

8. Vue en plan projet
9. Profil en long du projet
10. Les retours des DT de moins de 3 mois

Nota :

Si le dossier transmis au candidat ne contient qu'une partie de ces pièces, celui-ci devra en informer le Maître d'Ouvrage par écrit à réception du D.C.E.

2.2.Modalité de retrait du dossier de consultation

Les documents peuvent être obtenus auprès de :

Dénomination : ECRITECH

Adresse : 5, rue Dreyfus Dupont

Code postal : 57000

Localité / Ville : METZ

Pays : FRANCE

Téléphone : 03.87.31.42.03

Elles peuvent être téléchargées à l'adresse suivante : www.ville-hagondange.fr (rubrique marchés publics).

L'impression du dossier de consultation est à la charge de chaque candidat.

2.3. Informations complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les concurrents devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la limite de remise des offres, une demande écrite au pouvoir adjudicateur à l'attention du Président du SMAB.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard **6 jour** avant la date de remise des offres.

2.4. Modifications apportées au DCE

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **5 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.5. Modalités de remise des offres

Les offres devront être remises en 1 dossier (papier ou numérique). Les candidats doivent appliquer le même mode d'envoi à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur. En cas d'envoi multiple (papier et / ou électronique), le dernier dossier reçu sera pris en considération.

2.5.1. Transmission papier

Les offres en papier seront transmises sous une seule enveloppe par candidat et par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remise en main propre au SMAB contre récépissé, à l'attention du Président. L'adresse du Pouvoir Adjudicateur est donnée dans la première partie du présent règlement.

L'enveloppe portera le nom de l'entreprise et l'indication de l'offre auquel elle se rapporte avec la mention :

« Travaux de fin du dévoiement du réseau d'assainissement du SMAB à Marange-Silvange, dans le cadre des travaux d'aménagement de la VR52 par la DREAL. »

2.5.2. Transmission électronique

Les offres dématérialisées seront remises sur la plateforme sécurisée de ECRITECH à l'adresse suivante : www.depoz.fr.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : fichiers de la suite bureautique Microsoft Office ou Libre Office ou Open Office ou fichiers PDF lisibles avec Acrobat Reader.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle conforme à la réglementation en vigueur.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

2.6. Langue devant être utilisée

Les offres devront être obligatoirement rédigées ou traduites en français et les prix seront en euros.

2.7. Date limite de réception des offres :

lundi 25 septembre 2017 à 12 heures 00

Seules les offres parvenues avant la date et heure limites de réception seront prises en considération.

2.8. Délai de validité

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats fourniront les renseignements nécessaires concernant leurs situations propres, ainsi que les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles 48, 49 et 50 à 54 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

Les formulaires facultatifs DC1, DC2, DC4 sont recommandés. Les candidats devront également fournir les documents nécessaires pour l'évaluation de leurs capacités professionnelles, techniques et financières minimales requises.

Les pièces demandées sont classées comme suit :

3.1. Statut juridique (renseignements tels que prévus aux articles 48 et 49 du décret du 25 mars 2016) :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les documents mentionnés à l'article 51 du Décret du 25 mars 2016 (Extrait Kbis...) ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

3.2.Capacité économique et financière:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global des 3 dernières années.

3.3.Capacité technique – références requises :

- Déclaration indiquant les effectifs du candidat, l'importance du personnel d'encadrement et l'expérience du personnel pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste de travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose ;
- Certificats de qualification professionnelle ou certificats de capacités attestant de la compétence de l'entrepreneur ;
- Attestation(s) d'assurance en cours de validité.

3.4.Recours à la sous-traitance

Le titulaire d'un marché public pourra, dans les conditions prévues par l'article 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (Articles 133 et 134).

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques. Le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, il apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié (Article 50) comme un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application de l'article 57, les soumissionnaires indiqueront dans leurs offres la part du marché public qu'ils ont l'intention de sous-traiter à des tiers, notamment à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 susvisée ou à des artisans au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 susvisée.

3.5.Modalité de vérification des conditions de participation

En application du IV de l'article 43, les candidatures et les offres reçues hors délai sont éliminées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai donné. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Les modalités de vérification des conditions de participation des candidats sont celles définies dans l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Les offres ne vérifiant pas les conditions de participation seront éliminées.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics. Il produit les certificats et attestations de l'article 51 du décret du 27 mars 2016 relatif aux marchés publics dans le délai donné par le Maître d'Ouvrage.

4. CHOIX DE L'OFFRE

Il sera vérifié que les offres sont bien régulières, acceptables et appropriées dans les conditions de l'article 59. Une régularisation pourra être possible en application de ce dernier article.

4.1. Contenu de l'offre

L'offre contiendra:

- Les pièces du chapitre 3
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (à compléter et à signer)
- Le C.C.A.P (à signer sans modification)
- Le C.C.T.P (à signer sans modification)
- Le B.P.U. (prix en chiffres et en lettres à compléter et à signer sans modification du corps de texte)
- Le D.Q.E. (à compléter et signer)
- Le P.G.C.S.P.S et le règlement intérieur du CISSCT de l'opération (à signer)
- Un mémoire technique succinct à fournir par le candidat.

4.2. Critères de jugement des offres :

La proposition retenue par la Pouvoir Adjudicateur pour chaque lot sera l'offre la mieux classée sur la base des critères d'attribution et coefficients de pondération définis ci-dessous :

Critère	Pondération
Dossier technique	60
Prix	40

4.2.1. Notation du dossier technique (60 points)

Le candidat produira une note synthétique de 20 pages maximum.

La valeur technique est jugée au regard des sous-critères suivants :

- Prise de connaissance du site et des travaux à réaliser, notée sur **10 points** ;
- Moyens humains et techniques affectés à l'opération en quantitatif et qualitatif, notés sur **20 points** décomposés comme suit :
 - Constitution et organisation de l'équipe (**10 points**) ;
 - Moyens logistiques et techniques employés pour cette opération (**10 points**).

- Méthodologie de réalisation des travaux de la phase préparatoire à la réception, par rapport à l'environnement du site, notée sur **20 points**.
- Procédures chantier (contrôles, qualité, environnement...) notées sur **10 points**.

Il va de soi que la note technique présentée par chaque candidat devra être totalement adaptée au chantier, qu'elle mettra en avant les problèmes et écueils à éviter inhérents et qu'elle expliquera comment le candidat s'y prendra pour que le chantier se déroule au mieux en respectant les délais et en minimisant les nuisances pour les riverains.

4.2.2. Notation du critère prix (40 points)

La notation du critère prix est effectuée à l'aide de la formule :

$$N(i) = 40 \times (P(m) / P(i))$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante

4.3.Vérification des offres

L'acheteur vérifiera que les offres qui n'ont pas été éliminées en application du IV de l'article 43 sont régulières, acceptables et appropriées, en application de l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report constatées dans le Devis Quantitatif Estimatif (D.Q.E) seront rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant rectifié du devis qui sera pris en considération. En cas d'incohérence entre le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et le D.Q.E, c'est le montant unitaire du D.Q.E qui sera pris en considération et le B.P.U sera corrigé en conséquence.

L'acheteur pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières ou inacceptables dans un délai approprié dans les conditions de l'article 59 (à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse).

Les offres inappropriées, demeurant inacceptables ou irrégulières pourront être éliminées en application de l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

4.4.Audition

Sans objet.

4.5.Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec le ou les candidats ayant remis une offre susceptible d'être économiquement la plus avantageuse, éventuellement en phases successives par courrier, mail, télécopie ou bien lors d'une ou plusieurs réunions, sur la base des critères de jugement des offres (Article 27). Il se réserve donc la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Fait à Hagondange.

Le pouvoir adjudicateur.